



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER**

## **Aménagement durable - Commune de Grabels - Secteur Croix de Guillery - Convention opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Grabels - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commune de Grabels s'est engagée depuis 2016 dans l'aménagement du site de Gimel portant sur la création d'un éco-quartier regroupant plus de 800 logements, bénéficiant d'une desserte multi-modale, en limite communale de Montpellier et au contact de l'urbanisation immédiate avec la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine. Les intentions d'aménagement du projet ont été définies dans un esprit de parc habité, permettant de mettre en valeur les éléments naturels et l'ambiance paysagère du site.

Cette démarche a permis de procéder à plusieurs réductions et évitements pour limiter les impacts du projet au regard de la protection de l'environnement. Cependant, une compensation environnementale reste nécessaire pour la partie des impacts n'ayant pu être évités. Des recherches ont été menées à proximité et ont permis d'identifier plus de 30 hectares à cet effet sur le site Croix de Guillery.

Aussi, en complément de la convention tripartite entre la commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie et la Métropole sur l'opération d'aménagement Gimel, une convention d'anticipation foncière a été signée le 13 décembre 2018, visant à accompagner le projet au titre de la compensation environnementale. Cette convention, signée pour une durée de 5 ans, a été modifiée par avenant principalement pour augmenter l'enveloppe financière à hauteur de 600 000 € corrigeant le prévisionnel initial de 500 000 €. Dans le cadre de cette convention d'anticipation foncière, l'EPF a acquis à l'amiable un ensemble de parcelles pour une superficie totale de 305 202 m<sup>2</sup>.

Au regard du terme de la convention d'anticipation foncière, la Commune a souhaité poursuivre les actions menées sur ce secteur Croix de Guillery intervenant en lien avec l'opération d'aménagement Gimel. La Commune a sollicité l'EPF Occitanie pour poursuivre dans le cadre d'une convention opérationnelle tripartite. Cette convention opérationnelle de 8 ans a pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet environnemental.

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord, à 600 000 €, et intègre également à hauteur de 600 000 € l'engagement financier pris dans le cadre de la première convention d'anticipation foncière et de son avenant n°1 n° 415HR2018 et les dépenses engagées.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention opérationnelle entre la Commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236569-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 - Convention opérationnelle - croix de Guillery - Grabels .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.